

Endettement extérieur du tiers monde et situation économique mondiale

Autor(en): **Heimo, Marcel Ch.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **42 (1984)**

Heft 2: **Problèmes monétaires**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-139157>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Endettement extérieur du tiers monde et situation économique mondiale

Marcel Ch. Heimo,
*ancien ambassadeur,
Villars-sur-Glâne*

Etre endetté envers l'étranger n'est pas, pour un pays, chose nuisible ou répréhensible, bien au contraire. Dans la mesure où les mouvements de capitaux internationaux suppléent à l'insuffisance de l'épargne nationale et conduisent à des investissements supplémentaires (souvent liés à des transferts de technologie), un tel endettement est bénéfique à la fois pour l'emprunteur, qui peut par ce moyen accroître son potentiel et accélérer sa croissance économique, et pour le prêteur qui valorise ainsi mieux les disponibilités en capital qui excèdent ses propres besoins.

Nombre de pays aujourd'hui industrialisés, presque tous en vérité, ont assuré, voire assurent encore, une partie de leur développement en recourant aux marchés financiers internationaux. Ils empruntent dans la certitude que l'augmentation de puissance économique ainsi obtenue — relèvement de la production et/ou amélioration de la productivité — leur procurera ultérieurement les excédents en devises nécessaires au service d'abord, puis au remboursement de leur dette extérieure. En fait, prêts et emprunts sont, dans les relations internationales, des phénomènes aussi courants que des achats et des ventes de biens et de services. L'histoire économique fourmille d'exemples de pays qui sont demeurés fort longtemps endettés à l'extérieur — les Etats-Unis, le Canada, par exemple — sans qu'il en résulte pour eux, finalement, d'autres conséquences qu'un enrichissement évident. La capacité de prêter, grâce à l'existence d'excédents d'épargne intérieure, de même que la nécessité d'emprunter, pour qui dispose d'un potentiel suffisant d'autres facteurs de production, font partie des éléments de base d'une typologie bien connue qui classe les pays selon la structure — du point de vue de leur balance des paiements — de leurs relations avec les autres économies. D'après cette typologie, ces pays tendent à passer, par états successifs au fil des décennies, d'une situation extrême, celle du «jeune débiteur» en mal d'investissements qui fait appel aux capitaux étrangers, à une autre, celle du «vieux créateur» en mal de consommation qui, pour satisfaire ses besoins courants, mange son capital extérieur. Les pays en développement — pays exportateurs de pétrole à ressources excédentaires exceptés — en sont précisément au stade du «jeune débiteur»: leur faible revenu ne permet pas de dégager une épargne suffisante pour tirer avantage du potentiel d'investissement — souvent riche — dont ils disposent. Ce potentiel est d'ores et déjà diversement exploité, valorisé, selon que le pays se situe parmi les «moins avancés», dispose d'un «revenu intermédiaire» ou est au nombre des «nouveaux pays industrialisés». Même certains pays en développement exportateurs de pétrole ne sont pas sortis du cycle-débiteur, le produit de leurs exportations d'or noir, bien que substantiel, n'étant pas suffisant pour les dispenser de faire appel aux marchés financiers internationaux aux fins du financement de leurs ambitieux plans de développement.

Bref, l'endettement extérieur a été et demeure un élément permanent et constructif des relations économiques internationales, susceptible de contribuer aussi bien à la prospérité des pays prêteurs qu'à la croissance des emprunteurs.

Selon le rapport publié par l'OCDE au début de 1983, intitulé *Endettement extérieur des pays en développement — Etude 1982*, la dette extérieure des pays en développement aurait atteint 626 milliards de dollars à la fin de l'année 1982 contre 90 milliards fin 1971. L'augmentation a été de près de 100 milliards, soit de 18% entre 1981 et 1982, respectivement de 161 milliards, soit de 35% depuis fin 1980. La dette a sans doute encore augmenté au cours de 1983, car nombreux sont les gouvernements qui ont dû continuer de recourir aux banques et aux institutions financières internationales pour faire face au service de leurs emprunts. En l'occurrence, les montants absolus, bien qu'importants, sont moins révélateurs que l'évaluation — conséquences, risques et perspectives — des relations entre, d'une part, le chiffre de toute façon astronomique de l'endettement extérieur du tiers monde (conjugué à celui des pays de l'Est et de quelques pays industrialisés) et, d'autre part, le système financier international et l'économie mondiale.

Deuxième caractéristique: le *service* total de cette dette (intérêts et amortissement) passa de 87 milliards de dollars en 1980 à 109 milliards en 1981, pour bondir à 131 milliards (estimation) en 1982: un accroissement de 51% en deux ans. Ces montants sont considérables, surtout si l'on se souvient — pour donner une idée des proportions — que la totalité de l'aide publique au développement des pays industrialisés s'est élevée — montant nominal — à quelque 22 milliards de dollars en 1979, 27 milliards en 1980 et 28 milliards en 1982.

Troisièmement: les *pays industrialisés*, que ce soit par des prêts directs, sous forme notamment de crédits à l'exportation ou par l'intermédiaire des marchés des capitaux, ont été les principaux pourvoyeurs des ressources financières empruntées par les pays en développement. Fin 1982, les montants versés par eux étaient estimés à 476 milliards de dollars, soit 76% de l'encours total de la dette. Ils étaient suivis à bonne distance par d'autres prêteurs, notamment les Organisations internationales et les pays de l'OPEP. En ce qui concerne le service de la dette, la part des bénéficiaires industrialisés a été encore plus forte, puisqu'elle a atteint quelque 88% en 1982.

Enfin, au cours des dernières années, la part des *banques* et du *secteur privé* s'est considérablement élargie, en même temps que la fraction de la dette totale contractée aux conditions du marché — 54% en 1975, 74% en 1982 (estimation) — de sorte que le service de la dette relève aujourd'hui presque entièrement de conditions non libérales (124 milliards de dollars sur un total de 131 milliards en 1982). Parallèlement progressait le rôle des prêts à *taux d'intérêt variable*, avec une double conséquence: d'une part, le coût financier des prêts consentis aux pays en développement s'accroissait rapidement: de 4,9% en 1974/78, il a passé à 7,9% en 1982 (estimation) pour ce qui est de la dette à taux fixe, de 9,3% à 17,5%, pour ce qui est de la dette à taux flottant; d'autre part, une grande incertitude était introduite en ce qui concerne l'ampleur future du service d'une partie croissante de la dette du tiers monde.

Dernières constatations globales: au fur et à mesure que, durant les années 1970, croissait la dette extérieure du tiers monde (non pétrolier) et son service, s'alourdissait aussi la charge qu'elle représentait pour les économies des pays débiteurs. Par rapport au *produit national* d'abord, le total du service de la dette des pays en développement non pétroliers a progressé de 2,1% en 1970 à 4,3% (estimation) en 1982. De même, l'accroissement a été

constant au cours de cette même période par rapport aux *exportations totales*: de 15% en 1970/71 le pourcentage a passé à 21% (estimation) en 1982. En 1980, le service total de la dette semble même avoir représenté quelque 70% du *déficit courant* de l'ensemble de ces pays.

Bref, toutes ces indications témoignent d'une augmentation inquiétante du volume total de la dette extérieure des pays en développement. Plus encore, sous l'effet conjugué de la percée massive du système bancaire international dans le financement des projets et des balances de paiements, de la progression impressionnante du volume de la dette à taux variable (en particulier pour certains pays) et de la hausse vertigineuse des taux d'intérêt des dernières années, la structure de cette dette et de son service s'est radicalement transformée.

Les chiffres globaux indiqués jusqu'ici pourraient donner à penser que l'aggravation du problème de la dette extérieure du tiers monde affecte également tous les pays en développement. Il n'en est rien. En fait, l'analyse détaillée révèle que la situation est particulière à chaque pays et, en conséquence, que toute action entreprise pour redresser la situation devrait tenir compte des spécificités de chaque pays pris individuellement. Il n'en est pas moins vrai, comme le rappelle le rapport de l'OCDE, que chacune des grandes catégories de pays en développement — pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, nouveaux pays industrialisés et pays de l'OPEP — ont des caractéristiques similaires qui permettent et justifient une évaluation groupée de leur situation. Voici les données de base, relatives à la dette extérieure et à son service, de ces quatre groupes de pays:

	Dette en fin d'année			Service de la dette		
	1976	1980	1982	1976	1980	1982
	(en milliards de dollars)					
Nouveaux pays industrialisés	89	192	266	15,3	40,5	63,3
Pays à revenu intermédiaire	48	107	144	6,3	16,8	23,5
Pays à faible revenu	47	86	110	3,6	7,9	11,5
Pays de l'OPEP	36	79	106	6,7	21,7	33,0
Total	220	465	626	31,9	86,9	131,3

Le groupe de pays qui a le plus contribué au gonflement de la dette extérieure du tiers monde est incontestablement celui des *nouveaux pays industrialisés*: 266 milliards de dollars à fin 1982 (soit 42% de la dette totale), en augmentation de 74 milliards par rapport à 1980 et de 177 milliards par rapport à 1976. Cet accroissement de la dette a entraîné une majoration de son service qui, de 15,3 milliards de dollars en 1976, a passé à 40,5 milliards en 1980 et 63,3 milliards (estimation) en 1982 (soit 48% des paiements annuels au titre du service de la dette totale). Sur ce dernier montant, 96% ont été payés au titre de la dette contractée à l'égard des marchés privés et des crédits à l'exportation.

Font partie du groupe des nouveaux pays industrialisés les quelques pays dont la dette extérieure et son service sont parmi les plus élevés du tiers monde:

	Dette en fin d'année			Service de la dette	
	1979	1981	1983 (début) (en milliards de dollars)	1979	1981
Brésil	50,8	65,5	(83,8*)	11,4	17,3
Mexique	37,6	54,4	(90,0*)	12,4	23,4
Espagne	16,3	25,1		3,0	5,0
Yougoslavie	13,5	16,8		2,7	4,2
Corée du Sud	15,5	20,8		2,9	4,0
Argentine	12,6	20,0	(38,7*)	2,1	3,7
	143,6	202,6		34,5	57,6

* Chiffres mentionnés dans la presse.

A eux seuls, ces six pays détenaient, fin 1981, 90% de la dette extérieure de leur groupe et 38% de la dette globale des pays en développement. Et si à ces pays on ajoute quatre des plus gros débiteurs appartenant à d'autres catégories — Inde, Indonésie, Algérie, Turquie — la proportion de leur dette par rapport à la dette totale passe à plus de 51%. En ce qui concerne la dette assortie de taux flottants, mentionnons qu'entre fin 1978 et fin 1982, elle a passé de 19,9 milliards de dollars à 59,3 milliards pour le Mexique, de 18,5 à 45,5 milliards pour le Brésil et de 0,8 à 20,5 milliards pour l'Argentine, l'augmentation pour l'ensemble des pays n'appartenant pas à l'OPEP atteignant près de 117 milliards pour la même période de 4 ans. Ces quelques indications témoignent de la forte concentration de la dette et de son service sur un nombre vraiment très restreint de grands pays en développement. Incontestablement, il s'agit là d'un des aspects les plus importants pour le système financier international.

S'ils sont à l'origine de l'intensité du problème de la dette extérieure du tiers monde, les nouveaux pays industrialisés ne sont pas seuls en cause. Le groupe des *pays à faible revenu* joue aussi un rôle, car il représente la zone du tiers monde la plus peuplée (56%) et, comprenant les 31 pays les moins avancés, la plus pauvre. Ces pays sont sans doute ceux qui sont le plus éprouvés par la hausse du prix du pétrole et par la récession mondiale et qui sont appelés à souffrir le plus, dans la chair de leurs populations, des excès de l'endettement extérieur. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, la dette extérieure de ces pays a augmenté dans des proportions, qui pour être plus faibles que celles des autres groupes, n'en sont pas moins considérables. Entre 1976 et 1983 (est.), elle a passé de 47 à 110 milliards de dollars et le service de 3,6 à 11,5 milliards. S'agissant des pays les plus déshérités, objet de la sollicitude particulière de l'aide internationale, il n'est pas étonnant que la part de leur dette relevant de l'aide publique au développement soit importante, à savoir 69% en 1982. Pas plus surprenant est le fait que le service de cette part de la dette (contractée à des conditions concessionnelles) ne représente que 24% du total alors que le reste, soit 76%, concerne la dette assumée aux conditions du marché (dont 50% au titre des crédits à l'exportation). Constatons encore que 75% des prêts accordés à ce groupe de pays l'ont été par des pays industrialisés, les 25% restants provenant principalement de l'OPEP, accessoirement des pays de l'Est et des autres pays en développement. Quant au fardeau réel que la dette extérieure représente pour ce groupe de pays, il est au moins aussi lourd que pour les autres groupes. Cela dit, la faiblesse des prêts accordés par le système bancaire aux conditions du marché, soit 6% de la dette totale

(contre 39% pour les pays à revenu intermédiaire et même 67% pour les nouveaux pays industriels), confirme le peu d'intérêt que les marchés privés portent aux pays à faible revenu. Mais le service de leurs prêts n'en atteint pas moins 21% du service de la dette totale.

Quoi qu'il en soit, si la gravité du problème de la dette provient principalement d'un petit nombre de pays avancés qui se sont endettés de façon spectaculaire et à des taux d'intérêt élevés, les pays pauvres constituent l'autre volet principal du problème. Le versement des intérêts et le remboursement du principal leur est rendu très difficile par le fléchissement des prix des produits de base, ceux-ci constituant l'essentiel de leurs recettes en devises, et par l'atonie de la demande résultant de la détérioration de la situation des économies développées. La chute de 17% à 7% au cours de la dernière décennie de la part des pays à faibles revenus dans les exportations totales des pays en développement exprime clairement cette situation difficile.

Résumons les constatations que l'on peut faire rétrospectivement sur la base du rapport de l'OCDE:

1. de 1976 à 1983, la dette extérieure des pays en développement a au moins triplé, son service quadruplé;
2. les pays industrialisés ont été les principaux pourvoyeurs de fonds, le système bancaire occidental étant, de loin, le bénéficiaire principal du service de la dette;
3. durant la même période, la part de la dette des pays en développement non pétroliers contractée aux conditions du marché ainsi que la part des paiements au titre du service de cette dette ont nettement augmenté par rapport à la dette contractée à des conditions concessionnelles (aide publique);
4. le coût de la dette s'est accru en raison à la fois du gonflement progressif de la part des prêts à taux variable par rapport à celle des prêts à taux fixe et de la hausse brutale des taux d'intérêt;
5. enfin, on a assisté au cours des dernières années à une concentration poussée de la dette contractée par un nombre limité de nouveaux pays industrialisés, tels le Brésil, le Mexique ou l'Argentine, auprès des banques privées à des taux d'intérêt élevés;
6. la dette extérieure des pays en développement en général, mais en particulier de quelques-uns d'entre eux, a finalement atteint une dimension telle que sa pesanteur économique, sous l'angle du produit national brut autant que par rapport aux exportations, est devenue dangereusement excessive.

La montée de la dette du tiers monde a été suivie pendant plusieurs années avec inquiétude par nombre d'observateurs, sans pourtant que leurs appels à la prudence aient été entendus et aient suscité une modification des politiques des pays industrialisés prêteurs et des pays emprunteurs. Ce n'est qu'à partir de 1981 que le système bancaire, établissements privés et institutions internationales, prit vraiment peur devant le niveau démesuré atteint par les dettes extérieures du tiers monde (mais aussi de certains pays de l'Est). Les premières expériences de l'incapacité de certains pays de faire face à leurs engagements aux échéances prescrites rendaient plausible la possibilité d'une crise financière majeure. Aux difficultés rencontrées en 1981 et 1982 en Pologne et en Argentine succédèrent plusieurs secousses sérieuses aux Etats-Unis (Drysdale Government Securities, Penn Square Bank, etc.) et en Italie (Banco Ambrosiano). En mai 1982, ce fut au tour du Mexique de n'être plus en mesure d'assurer le service de sa dette extérieure, d'où le déclenchement d'une opération interna-

tionale de sauvetage (Fonds monétaire international — FMI — Banques centrales et banques privées) d'une dimension inusitée. La liste des pays en développement (pour ne pas parler des pays de l'Est) vulnérables et potentiellement en état de cessation de paiement était devenue fort longue et les montants en cause considérables. Chacun était conscient qu'un concours de circonstances malheureux aurait suffi (qu'un pays surendetté, par exemple, ait choisi de suspendre ses paiements ou qu'une banque pressée par ses créanciers ait invoqué le défaut de paiement à l'égard d'un tel pays) pour que le système bancaire international fût précipité au bord du gouffre. Un krach financier grave, eu égard à la masse des liquidités disponibles, pouvait déclencher une onde de choc irrésistible et dévastatrice. Le fait que les grands établissements bancaires, les institutions financières internationales et les gouvernements des grands pays industrialisés auraient été, en de telles circonstances, contraints d'intervenir, ne change rien à la fragilité de l'édifice financier — véritable château de cartes qu'un souffle aurait pu ébranler — construit au cours des dix dernières années. Il ne faudrait pas oublier que le système international du crédit repose sur la confiance et que, sous cet angle et dans la présente conjoncture, le « ciel a ses limites ». Cette considération est d'autant plus pertinente que toute récession multiplie les faillites, qu'aujourd'hui plus encore qu'hier les dépôts de bilan abondent et que, dès lors, le risque de réactions en chaîne ne pouvait être exclu. La combinaison d'une crise financière de l'un ou de l'autre grand débiteur international et d'accidents domestiques aurait pu aisément conduire certaines banques à leur perte.

« Grâce à l'efficacité de la coopération des gouvernements, du FMI, des banques centrales et des banques commerciales, une déstabilisation du système international du crédit et des paiements a pu être évitée » constate la Banque des règlements internationaux dans son rapport annuel de juin dernier. Pourtant, le potentiel sismique est encore là. Pour ce qui est du court terme, l'expérience enseigne que les systèmes bancaires nationaux et les institutions financières et monétaires internationales sont en mesure de désamorcer les risques immédiats. Les uns peuvent éponger les pertes subies au moyen de leurs immenses réserves, les autres peuvent accepter de différer les échéances, de rééchelonner le calendrier des remboursements et ouvrir de nouvelles lignes de crédit, à court ou à long terme. Ainsi, le fait que le Mexique, l'Argentine et le Brésil réunis étaient redevables, pour la seule année 1983, de prêts bancaires d'un montant de quelque 45 milliards de dollars ne paraissait plus constituer un problème insoluble. Quoi qu'il en soit, de telles interventions ne sont pas un remède définitif : elles ne font qu'ouvrir la possibilité de reporter la solution à plus tard, dans l'espoir que d'ici là les débiteurs auront pu procéder aux ajustements requis et que se manifesteront les premiers signes d'une expansion économique salvatrice. Il en va de même d'une réduction des taux d'intérêt qui, si elle diminue la charge du service des nouveaux emprunts et peut ralentir la progression de la dette existante, laisse inchangé l'endettement accumulé dans le passé. C'est la raison pour laquelle le renforcement du dispositif de défense contre l'éventualité d'une crise financière internationale devrait n'absorber qu'une part limitée des énergies gouvernementales par rapport à la recherche d'un consensus sur les moyens de sortir de la récession. La seule assurance que nous ayons maintenant est que ce qui s'est passé durant la crise des années 1930 ne se reproduira pas. Conscients des dangers d'une abstention ou de politiques par trop sévères, les gouvernements et les banques centrales, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales qu'ils contrôlent, se sont montrés disposés à réduire les taux d'intérêt exorbitants pratiqués jusqu'ici — sans y parvenir vraiment — et à tendre au-dessous des économies nationales et du système des relations économiques internationales les filets de sécurité indispensables, plus clairement à leur offrir les facilités financières nécessaires à leur

sauvetage immédiat. Se pose cependant, même s'il en est ainsi, la question de savoir si les moyens disponibles seraient en toutes circonstances suffisants pour éviter un désastre, eu égard au caractère gigantesque des phénomènes qui pourraient se produire.

Pour ce qui est du moyen et du long terme, tout dépend de l'issue de la crise, tant il est vrai qu'une relation étroite existe entre la reprise dans les pays industrialisés et le problème du service et du remboursement de la dette extérieure d'un grand nombre de pays en développement.

Or, l'histoire même de la récession n'incite guère à l'optimisme, c'est le moins qu'on puisse dire. Convenons d'abord que, conjuguant stagnation et inflation, il était difficile, les problèmes étant rendus plus irréductibles par la folle hausse des prix de l'énergie, d'en maîtriser l'évolution. Pourtant, là où une interdépendance évidente imposait une politique globale, l'adoption de mesures concertées (tenant compte de leurs incidences sur le plan international) de régulation conjoncturelle et d'aménagement structurel par les gouvernements des principales nations industrielles, c'est un repli sur des politiques défensives et des exigences purement nationales et à courte vue que l'on a constaté. Ce à quoi on a assisté c'est, en d'autres termes, à la régression de la coopération internationale (que laissait du reste présager l'abandon, au début des années 1970, du système des parités fixes au profit des changes flottants), à un regain de nationalisme économique, au recours à des politiques de chacun pour soi dont l'addition, dans les circonstances de la période, ne pouvait que produire une forte tendance déflationniste au sein de l'économie mondiale. Là où le bon sens, le pragmatisme, aurait dû l'emporter, on a vécu un affrontement crispé de théories (p. ex. Friedmann contre Keynes, «supply siders» contre prédominance de la demande) à fort contenu idéologique. Là où une collaboration efficace entre pays inégaux (pensons aux relations Nord-Sud) était naturellement subordonnée à un minimum de compréhension et de concessions réciproques, on s'est complu à des jeux stériles dans lesquels l'absence de volonté politique était masquée par une phraséologie intéressée de type déclamatoire.

Bref, ce que le contrôle de la récession eût exigé, c'est une gestion commune des problèmes communs par la communauté des nations. Or, les grandes conférences internationales de même que les sommets qui se sont succédés au cours des années 1970 n'ont abouti, quoiqu'on en ait dit, qu'à des résultats dérisoires, sans commune mesure avec les problèmes à résoudre. Le fait qu'après des jours, des semaines ou des mois de négociations, les plénipotentiaires se soient quittés sans violence verbale, sans claquement de porte, sans rompre le contact, en était venu à être considéré comme un succès. Trop souvent la rhétorique de l'interdépendance n'a fait que dissimuler la profondeur du fossé et l'impuissance des négociateurs.

Au surplus, une philosophie économique a établi ses quartiers dans plusieurs pays, qui tend à déconsidérer l'Etat et à réduire ses moyens d'intervention (ceci au moment même où l'entreprise privée se trouve paralysée par le dérèglement des relations mondiales et la morosité des économies nationales), qui tend à majorer les taux d'intérêt réels au point d'annihiler toutes chances d'une reprise conjoncturellement requise de l'investissement, qui entend contester la valeur de certains des progrès sociaux conquis depuis la fin de la guerre, avantages qui constituent un des soutiens principaux des économies développées (en leur absence, celles-ci auraient depuis longtemps sombré dans les affres d'une crise analogue à celle des années 1930), qui enfin veut certes, par la contraction monétaire, l'austérité budgétaire et le chômage, combattre l'inflation, mais aussi réduire la puissance des salariés,

des syndicats, et dès lors leur rôle dans le jeu des forces du marché et dans celui de la politique.

C'est ainsi que d'année en année, de réunions, de conférences et de sommets en sommets, le monde a progressivement dérapé, dans un climat de «benign neglect» vers une régression économique généralisée: recul de la production des biens et des services dans de nombreux pays (au point que dans certains d'entre eux, un tiers des capacités de production sont inemployées); réduction de l'épargne et des investissements; contraction du commerce mondial et, surtout, croissance impressionnante d'un chômage — inacceptable — qui immobilise encore (1983) plus de 9% de la population active de la zone OCDE: en clair plus de 33 millions de chômeurs, représentant 10% de la force de travail aux Etats-Unis, 12% au Royaume Uni, 8,5% en France et 8,5% en Allemagne. Et toute cette dégradation s'est produite à l'enseigne de la lutte contre l'inflation, un objectif sans doute valable mais qui, poussé trop loin, ne saurait justifier des tragédies humaines de telles dimensions ni un tel gaspillage de ressources. Au demeurant, pourquoi la baisse des prix (lorsqu'elle est l'objectif d'une politique quasi universelle), qui s'accompagne inévitablement d'une compression de revenus, entraînerait-elle automatiquement l'accroissement de la demande et l'augmentation des investissements nécessaires à la relance de l'activité économique? Comme si l'addition de mesures de signe négatif devait en économie aussi nécessairement produire un résultat positif!

La lutte contre l'inflation, avec ses effets récessifs, s'est du reste prolongée dans un climat d'optimisme auto-suggéré, entretenu par le fallacieux espoir que de la maîtrise de l'inflation naîtrait spontanément, demain, la reprise. Pour ne prendre qu'un exemple: en juillet 1982, l'OCDE constatait qu'«une reprise de l'activité paraît actuellement s'amorcer en Europe et au Japon, et qu'elle semble devoir intervenir en Amérique du Nord au second semestre de cette année». Il fallait être très doué pour déceler alors dans les données économiques les signes précurseurs d'une amélioration significative. En fin d'année, l'OCDE revisait en baisse ces prévisions, les enquêtes et les indicateurs économiques ne permettant «pas d'escompter un redressement proche dans les pays d'Europe de l'OCDE». Au début de 1983, l'OCDE et le président Reagan se montraient optimistes en ce qui concerne la reprise de la croissance aux Etats-Unis. Ces prévisions sont aujourd'hui confirmées. Certains craignent pourtant que les Etats-Unis ne soient bientôt repris dans les cercles vicieux de la récession: maintien de déficits budgétaires substantiels, emprunts sur les marchés financiers, taux d'intérêt réels élevés, investissements insuffisants, relèvement du cours du dollar, accroissement du déficit du commerce extérieur, baisse du Produit national brut, aggravation du chômage, diminution des recettes fiscales, etc.

Quoi qu'il en soit, forts de tels augures favorables, les gouvernements se pouvaient croire dispensés de se préoccuper d'une modification de leur attitude. Quelques-uns y trouvaient sans doute la couverture nécessaire à la réalisation de leurs intentions politiques. Mais, prévisions ne signifient pas politiques, en l'occurrence politiques actives, cohérentes, destinées à sortir l'économie mondiale des ornières dans lesquelles elle est embourbée. Une certaine passivité, qu'encouragent souvent des prévisions biaisées, est aujourd'hui encore le mode dominant. La répétition de pronostics optimistes nés non pas d'une lecture objective des données disponibles mais de l'espoir qu'ils agiront comme des stimulants psychologiques sur l'économie peut en effet aller à fins contraires et rendre entrepreneurs et investisseurs exagérément précautionneux. Si de relance on parle, elle ne semble pas résulter de l'effort

puissant au plan national et concerté au plan international qui serait nécessaire pour raffermir la situation. Cet effort devrait chercher à prendre influence, de façon internationalement concertée, d'abord sur les *causes structurelles* de la crise. Parmi elles figure notamment le marasme des grands secteurs industriels — sidérurgie, chantiers navals, automobiles, machines et autres textiles — qui provient dans une large mesure de la nouvelle localisation et de l'accroissement des productions nés de l'apparition de nouvelles puissances industrielles, de la montée des nouveaux pays industrialisés et du recours généralisé aux nouvelles technologies, toutes évolutions qui rendent inévitables des ajustements à la fois quantitatifs et géographiques dans l'appareil de production mondial. L'effort devrait tendre aussi à porter remède aux *déficiences fonctionnelles* du système économique, qu'elles se manifestent dans le cadre national — par exemple : rigidités excessives dans le mode de fixation des salaires et des prix, attentes inflationnistes — ou au plan international — nationalismes économiques, instabilité perturbante des taux de change, surliquidité des marchés financiers, accroissement de la part des banques dans la régulation des balances de paiements, surendettement, entreprises multinationales, protectionnisme, pour ne pas parler du problème énergétique mondial. Il conviendrait également de réviser, voire de renverser les *préférences conjoncturelles* du moment en matière de masses monétaires, de budgets, de taux d'intérêt, etc., là du moins où l'inflation est en net recul, mais sans attendre pourtant que celle-ci ait été complètement résorbée. En fait, pour être franc et compte tenu de ce qui précède, les gouvernements ne donnent pas encore l'impression d'avoir l'évolution de l'économie mondiale bien en mains ni, dès lors, de leurs économies nationales. Casser l'inflation en assénant de puissants coups de freins aux mécanismes économiques est une chose, rétablir à volonté et au moment voulu les conditions de la prospérité en est une autre. En tout cas, mettre en évidence les coins de ciel bleu qui s'entrouvent à l'horizon conjoncturel ne paraît pas avoir suffi à emporter la conviction des investisseurs.

Aux facteurs récessifs qui sont à l'œuvre depuis quelques années s'ajoutent aujourd'hui des développements nés des excès récents. Résultat de la crise mondiale, le surendettement compte en effet parmi les facteurs qui tendent à l'aggraver et à rendre plus difficile le retour à une certaine croissance, condition première d'un assainissement général.

Les banques, échaudées par les risques encourus et les pertes essuyées dans le financement des balances de paiements, ou ayant épuisé leurs marges de sécurité, sont devenues très réticentes dans l'octroi de nouveaux prêts internationaux (à moins qu'elles n'y soient contraintes pour conserver une chance de récupérer leurs créances antérieures), ceci en dépit des conséquences financières et économiques globales d'un éventuel tarissement des sources de financement internationales privées. Elles tendent à préférer les opérations de financement intérieures. Les flux financiers des banques privées s'en ressentent et, dès lors, la capacité d'importer du tiers monde notamment. Ces tendances sont confirmées par les données plus récentes de la Banque des règlements internationaux : au cours de 1983, les flux spontanés de crédits internationaux en direction des pays en développement non pétroliers, qu'il s'agisse d'engagements à moyen et à long terme ou d'obligations, se sont considérablement amenuisés tandis que devenaient plus dures (du moins pour ce qui est des premiers mois de l'année) les conditions dont étaient assortis les nouveaux prêts. Soit dit en passant, cette dernière constatation est particulièrement importante : selon le FMI « une hausse de un point des taux d'intérêt servis sur les avoirs en dollars E.-U. entraînerait, selon les hypothèses retenues, une augmentation d'environ 3 à 4 milliards de dollars des paiements afférents au service de la

dette des pays en développement non pétroliers. Par conséquent, le fait que les taux d'intérêt réels aux Etats-Unis sont peut-être supérieurs de 4 points au niveau atteint à un stade comparable des cycles économiques précédents de l'après-guerre peut être considéré comme étant à l'origine de près d'un cinquième du total du déficit courant des pays en développement non pétroliers».

Les prêts accordés aux pays en développement n'ont pas seulement servi à gonfler les réserves monétaires ou à financer des investissements susceptibles de produire des recettes en devises. Ils ont également été utilisés à des fins de consommation, militaires souvent, somptuaires dans certains cas. Face à la dégradation de leur situation financière extérieure, les pays doivent — qu'ils le fassent spontanément ou dans le cadre des ajustements imposés par les pays et organisations venus à leur secours — diminuer leurs dépenses publiques, contracter leur planification, freiner leurs investissements et ralentir leur croissance, donc diminuer leurs importations. Selon les *Statistiques financières internationales* du FMI, la baisse des achats de produits étrangers en 1982 par rapport à 1981 a atteint un pourcentage sans précédent dans les pays en voie de développement : moins 11,6% en ce qui concerne les pays non exportateurs de pétrole, moins 0,3% pour les exportateurs de pétrole. Pour ce qui est des importations en provenance des seuls pays industrialisés, le recul s'établit à 3,1% pour les premiers et à 10,2% pour les seconds. En ceci, les pays en voie de développement rejoignent les pays de l'Est qui, pour corriger le déséquilibre de leurs échanges avec l'Ouest, ont dû non seulement adopter une politique d'austérité sévère, mais encore donner un coup de frein brutal à leurs importations. Les mesures appliquées ont été si rigoureuses que entre 1981 et 1983 le déficit de la balance des comptes du Comecon s'est transformé en un excédent.

Si le problème de l'endettement est devenu de plus en plus grave au cours des dernières années, la présente surabondance du pétrole le rend plus aigu encore pour le proche avenir. D'excédentaires, les pays de l'OPEP sont devenus collectivement déficitaires, ce qui les a obligés soit à freiner le rythme de leurs importations, soit à utiliser une partie de leurs réserves monétaires, soit à se joindre aux autres emprunteurs internationaux (parmi lesquels figurent aussi des pays industrialisés). Le recyclage étant ainsi — globalement — tari, qui couvrira les nombreux besoins en capitaux du tiers monde et lui permettra d'acquérir les biens de production et les services nécessaires à son développement ? Et la chute du prix du pétrole devait renforcer ces tendances en 1983, provoquant ainsi une nouvelle contraction du commerce mondial. Il est vrai que, parallèlement, la réduction du prix du pétrole (sa majoration a entraîné une ponction sur le pouvoir d'achat des économies industrialisées avec les conséquences économiques que l'on sait) devrait y stimuler la demande et, dès lors, l'activité économique. L'incidence positive de cette baisse du prix du pétrole sur les économies nationales et sur l'économie mondiale suffira-t-elle dans l'immédiat à compenser l'amenuisement des ressources des pays exportateurs de pétrole ? Rien n'est moins sûr. En tout cas, cette baisse ne paraît pas, à première vue, en mesure de renverser rapidement les facteurs principaux — structurels notamment — qui déterminent présentement l'évolution de la récession.

En résumé, s'agissant des pays endettés, tout permet d'escompter que le proche avenir confirmera l'affaiblissement des exportations des pays industrialisés enregistré en 1982. Or ces exportations avaient atteint au cours des dernières années entre 15 et 40% de leurs ventes totales. Cette prévision trouve un commencement de confirmation dans le fait que les importations des pays en développement non pétroliers ont décliné de 11% au premier trimestre de 1983 par rapport au premier trimestre de 1982.

Pour couronner le tout, les politiques économiques encore dans l'ensemble restrictives des pays industrialisés, en comprimant la demande et en encourageant la montée du protectionnisme, ont levé de nouvelles barrières devant les produits du tiers monde et restreint encore sa capacité de gagner les devises nécessaires au service et au remboursement de sa dette extérieure, ceci par rapport à une époque où cette dette n'avait pas atteint les sommets actuels. En fait, sous l'effet de la récession, les recettes d'exportation des pays en développement non pétroliers, qui s'étaient considérablement accrues jusqu'en 1980, ont régressé en 1981 et 1982.

Aussi, tout bien pesé, le risque d'une prolongation de la récession n'a-t-il rien d'in vraisemblable. Pris dans les rets d'une idéologie conservatrice, réfléchissant visière baissée et sous l'emprise d'administrations dressées à la défense étroite et immédiate de l'intérêt national, la majorité des gouvernements ne semble toujours pas disposée à déloger la lutte contre l'inflation de la place prioritaire qui lui est assignée depuis plusieurs années parmi les objectifs des politiques économiques nationales. Ce n'est que sous la menace d'une catastrophe financière imminente qu'ils ont été contraints de modifier leur attitude à l'égard des taux d'intérêt. Par ailleurs, les impulsions qui résultent naturellement de la satisfaction de demandes différées (biens de consommation durables), de la nécessaire reconstitution des stocks ou des innovations technologiques ne semblent pas encore de force à l'emporter durablement sur les obstacles, qui, fruits des politiques restrictives et déflationnistes, ou de dérèglements structurels, barrent la route à la reprise.

Vue sous l'angle de l'assainissement de la situation de l'endettement, la perspective d'une prolongation de la récession est plus qu'inquiétante. La continuation de la crise signifierait en particulier le maintien de termes de l'échange défavorables pour les débiteurs (en raison notamment de la faiblesse des prix des produits de base — l'indice des prix de gros des produits de base a atteint son niveau le plus bas fin 1982, soit 74,5 si 1980 = 100 et s'est redressé quelque peu au début de 1983), la confirmation, voire l'accentuation du protectionnisme et, au mieux, la stabilisation de l'aide publique au développement. Dans ces conditions, les politiques d'ajustement, ou plus précisément les programmes d'austérité exigés des pays endettés aux fins d'assurer le service et de permettre le remboursement de leurs dettes extérieures, ne pourraient guère être appliqués avec une efficacité suffisante. De toutes façons, bon nombre de pays du tiers monde, dépendants et vulnérables, ne disposent pas des ressources ni du dynamisme qui seraient nécessaires, dans les circonstances du moment, pour assainir leur situation. Cette remarque s'applique même, eu égard aux perspectives à court terme du marché pétrolier, à certains pays exportateurs de pétrole surendettés: leurs programmes de développement, brusquement interrompus, ne peuvent guère contribuer à l'amortissement de leur dette extérieure. Enfin, si pendant plusieurs années l'inflation et l'affaiblissement du cours du dollar ont entraîné une diminution de la charge réelle de l'endettement du tiers monde, il n'en va plus de même maintenant que l'inflation est sinon jugulée du moins atténuée et que la monnaie américaine évolue à un niveau relativement élevé.

Bref, la montagne de dettes des pays en développement demeure gigantesque; elle ne devrait guère se résorber, les conditions d'une contraction substantielle et rapide ne paraissant pas près d'être réunies. Aussi l'endettement du tiers monde continue-t-il sinon de faire courir encore de grands risques de dislocation au système bancaire international du moins de peser lourdement sur les perspectives d'évolution de l'économie mondiale. Au demeurant, la

situation récente n'était pas sans rappeler à certains celle qui a précédé la faillite de la Kredit Anstalt en 1931, faillite qui entraîna celle de nombreuses banques et fut le prélude d'une aggravation certaine de la «grande crise», avec toutes les conséquences, politiques aussi, que l'on sait. Il est vrai que certains n'en ont cure: «les révolutions sont également un élément du processus d'ajustement» prétendent-ils avec cynisme mais sans beaucoup d'intelligence politique.

En vérité, l'escalade de la dette extérieure du tiers monde en général (augmentation de plus de 18% en 1982, c'est-à-dire, rappelons-le, dans une année de forte détérioration de l'économie mondiale, de montée du protectionnisme, de contraction des échanges et de recul des prix des produits de base) et de l'endettement de quelques grands pays en développement en particulier, révèle des failles dangereuses dans le système international. Certes, depuis 1974 le recyclage des excédents pétroliers — jusqu'à plus de 100 milliards de dollars par année — a été techniquement un succès. Mais la masse des dettes née de ce succès peut être assimilée depuis quelque temps à une véritable épée de Damoclès menaçant l'ensemble du système financier international. Nombreux sont ceux qui avaient prévu les dangers de cette substitution des prêts privés aux prêts publics dans l'équilibrage des balances de paiement. Aujourd'hui, ils accusent les banques — car il faut être deux pour emprunter — d'avoir cédé à la compétition du volume des bilans et à l'attrait du gain, sans considération pour l'intérêt général, plus précisément pour les risques mortels qu'elles faisaient courir à l'économie mondiale. Ils constatent encore que, leurs immenses bénéfices encaissés, les banques ont réussi à «socialiser» risques et pertes en contraignant gouvernements et grandes institutions financières internationales (FMI, BIRD et BRI) à prendre la relève, endossant ici directement le fardeau, assurant là leurs nouveaux prêts. La bataille, qui avait pour enjeu le renforcement immédiat des capacités financières du FMI, est aujourd'hui gagnée. L'augmentation des quotes-parts des pays membres du FMI de 61 à 90 milliards de DTS (droits de tirage spéciaux) de même que celle des montants des Accords généraux d'emprunt de 6,4 à 17 milliards de DTS sont en effet pratiquement acquises. Elles écartent — estiment certains — les menaces qui pesaient sur le système bancaire mondial et confortent les banques directement exposées par les prêts massifs qu'elles ont accordés au tiers monde à des taux exorbitants, voire même elles auraient pour effet «d'accroître leurs salaires en proportion de leurs erreurs».

L'économie mondiale, dont dépend la prospérité de la Suisse, traverse donc une période dangereuse. L'examen des politiques conjoncturelles et structurelles pratiquées par les gouvernements dans un récent passé ne peut qu'éveiller l'espoir que des modifications profondes leur seront apportées rapidement, au plan national comme au plan international. Tant et aussi longtemps que ces politiques demeureront aussi disparates en pratique et aussi largement subordonnées à la lutte contre l'inflation et à des exigences étroitement nationales ou idéologiques, la reprise, qui conditionne la solution de la plupart des grandes questions du moment, n'effacera pas la récession. Le problème de l'endettement international, lié qu'il est à l'évolution économique mondiale, perdra sans doute en acuité mais n'en subsistera pas moins. Le FMI aura bien accru — majoration désirable en soi — ses moyens de financement, il pourra bien aménager sa «conditionnalité» pour la rendre moins sévère, l'endettement ne s'en trouvera pas résorbé pour autant, ni surtout les possibilités de remboursement des débiteurs améliorées dans l'immédiat. Il faudra plus, beaucoup plus, qu'une vision scripturale et restrictive de la gestion des interdépendances globales pour libérer l'économie mon-

diale de sa paralysie et les débiteurs des liens qui les étranglent. En particulier, si la lutte contre l'inflation est souhaitable, elle est loin d'être la condition suffisante du rétablissement de la confiance, de la baisse des taux d'intérêt réels et de la reprise de la demande qui conditionnent la majoration des investissements dont dépend une nouvelle croissance durable de l'économie mondiale et, dès lors, la résorption progressive de l'endettement international contracté au cours des dernières années.

En fait, 1983 n'a pas apporté des changements de politique qui laisseraient espérer que le monde dans son ensemble trouvera rapidement le chemin d'une nouvelle prospérité. La reprise aux Etats-Unis est incontestable. Mais elle déborde peu pour l'instant le cadre national. Elle témoigne d'un redressement conjoncturel intérieur, emmené par l'envolée de la demande de biens de consommation, auquel ne correspond guère une amélioration des conditions structurelles de la crise. Les perspectives du budget des Etats-Unis, l'évolution des taux d'intérêt réels et des investissements, ni celle de la valeur au change du dollar ne constituent présentement une assurance en ce qui concerne la profondeur et la durée de la progression en cours de l'autre côté de l'Atlantique, ni surtout sa capacité d'impulsion pour l'économie mondiale.

En février 1983, les ministres des finances, réunis dans le cadre du Comité intérimaire du FMI, célébraient encore imperturbablement, une fois de plus et malgré les millions de chômeurs de la zone OCDE, leur attachement à des politiques monétaires et fiscales restrictives aux fins, disaient-ils, de créer les conditions qui assureraient (apparemment par génération spontanée) la reprise de l'activité économique et le retour à la croissance. Si la réunion ministérielle de l'OCDE a remplacé, du moins formellement, la lutte contre l'inflation par l'augmentation de l'emploi comme première priorité de la politique économique des pays industrialisés, la VI^e CNUCED, qui a eu lieu en Yougoslavie en juin 1983, n'a pas plus que les réunions précédentes confirmé les espoirs de renouveau de la coopération internationale (dans le domaine du Nord-Sud en particulier) placés en elle. Les prévisions économiques des grandes institutions mondiales, qu'il s'agisse de la BRI, du FMI ou de l'OCDE ne sont guère allées au-delà de l'énumération des conditions qui devraient assurer le redémarrage — bien sûr désiré — de l'économie mondiale. Elles ont certes pris note dans leurs rapports des perspectives de redressement conjoncturel aux Etats-Unis surtout et dans une moindre mesure au Japon, en République fédérale allemande et au Royaume-Uni, mais sans cacher ni la fragilité présente (jusqu'au moment où la reprise généralisée soulagera les pays débiteurs) du système financier mondial ni certains des obstacles immédiats qui doivent être encore surmontés. Celui des taux d'intérêts aux Etats-Unis — dont le niveau présent freine les achats de biens de consommation durables, la construction de logements et les investissements productifs, favorise la surévaluation du dollar et le déficit commercial des Etats-Unis ainsi qu'accroît le poids économique de l'endettement international et la force des pressions protectionnistes — a particulièrement retenu l'attention des analystes.

La crainte de nouvelles flambées des prix a été générale. La crise n'a pas permis de surmonter le traumatisme des dernières années au point de faire disparaître toute anticipation inflationniste. La retenue dont beaucoup ont fait preuve récemment en matière de prix et de salaires pourrait-elle n'être que passagère? Les besoins financiers du secteur public demeurant dans plusieurs pays très importants, ils entretiennent, à tort ou à raison, la psychose de l'inflation. En outre, expérience faite, la régulation des agrégats monétaires comme instrument de la lutte contre l'inflation n'a pas toujours obtenu les résultats escom-

tés. A défaut d'un système de stabilisation suffisamment vaste — d'un point de vue tant matériel que géographique — et efficace, les prix des produits de base demeurent extrêmement volatils, exposés qu'ils sont aux fluctuations de la demande, respectivement aux oscillations de la conjoncture mondiale. Chacun sait aussi que certaines des grandes sources auxquelles s'alimente l'inflation sont loin d'être tarées. Du fait que le dollar demeure l'actif de réserve par excellence, les Etats-Unis peuvent, par l'intermédiaire de leur balance des paiements, mettre en circulation des liquidités à la fois considérables et non convertibles qui vont gonfler les réserves et la masse monétaires de nombreux pays ainsi que les ressources disponibles sur les marchés financiers internationaux. Et les dépenses d'armement — qui pour être croissantes n'en sont pas moins improductives — se chiffrent par centaines de milliards de dollars chaque année. Enfin sommes-nous assurés que le prix du pétrole ne fera pas de nouveaux bonds à l'avenir? Si ces conditions sont la cause de la psychose inflationniste larvée ou ouverte qui prévaut encore largement, elles expliquent aussi la prudente lenteur dont font preuve de nombreux gouvernements dans l'application de la politique de relance qui leur est recommandée par les grandes organisations internationales.

Quoi qu'il en soit, tout au long de 1983 les organisations financières internationales, en particulier la BRI, le FMI et la Banque mondiale, les banques privées, mais aussi les Gouvernements sont demeurés rivés au chevet des pays en développement surendettés pour procéder aux injections, perfusions et autres transfusions exigées pour assurer leur survie financière. Chaque jour la presse, spécialisée ou non, a apporté à ses lecteurs une généreuse moisson de nouvelles glanées sur les fronts de l'endettement, en Amérique latine surtout, mais aussi en Afrique, en Asie, voire dans les pays de l'Est: arriérés de paiements, moratoires, différés d'amortissement, crédits à long terme, tirages sur le FMI ici, là négociations en vue d'un aménagement de la dette, d'un «stand by» ou d'un crédit «jumbo». Il y fut bien question de gestion de la dette, d'actions de sauvetage, de rééchelonnements, de consolidations, de programme global de financement, etc., mais non de vrais remboursements venant réduire la dette extérieure des débiteurs. Bref, 1983 ne nous a pas permis d'assister à un commencement de solution du problème de l'endettement international (sauf dans les pays de l'Est — Pologne exceptée — où l'on est parvenu, grâce à des mesures rigoureuses, à commencer à redresser la situation).

L'endettement peut être un élément constructif des relations économiques internationales, une addition au capital productif du pays emprunteur, un instrument de progrès — nous l'avons dit. Pour autant bien sûr — faut-il encore le préciser? — que le montant de la dette n'excède pas la capacité d'assurer le service des capitaux étrangers, puis leur remboursement. Or, précisément, comme le montre ce qui précède, les pays en développement en général, certains d'entre eux en particulier (et d'autres encore: pays industrialisés et pays de l'Est), se trouvent aujourd'hui confrontés massivement à une telle difficulté. Selon le récent rapport annuel de la Banque des règlements internationaux «à fin juin 1982, sur l'ensemble de l'endettement bancaire extérieur (\$ EU 390 milliards) des vingt-quatre principaux pays débiteurs situés hors de la zone déclarante de la BRI, un montant équivalant à 44 %, c'est-à-dire \$ EU 171 milliards, venaient à échéance au cours des douze mois suivants».

Circonstance aggravante: de même que le budget de l'Etat, la *balance des paiements de la plupart des pays en développement tend, pour des raisons structurelles, au déficit chronique*. L'Etat n'y parvient souvent pas — l'expérience le prouve — à couvrir ses dépenses courantes au moyen de ses rentrées fiscales (impôts directs, taxes à la consommation et à l'exportation,

etc.), ni, à plus forte raison, celles que lui impose la mise en place des infrastructures indispensables au développement du pays (routes, écoles, approvisionnement en eau, service de santé, télécommunications, armée, etc.). D'où le recours quasi permanent à des aides ou à des emprunts extérieurs pour combler la différence. Ces dépenses d'infrastructure sont à l'origine de pressions inflationnistes que la construction de l'appareil de production national, n'étant pas immédiatement productive, contribue à renforcer. Ainsi sont encouragés importations et déficit commercial.

Parallèlement, l'Etat dans la plupart des pays en voie de développement ne parvient généralement pas non plus à couvrir au moyen de ses propres recettes en devises l'importation des biens de production et des services nécessaires à la croissance de l'économie. Fixés dans des conditions quasi monopolistiques, les prix de ces biens et services ne sont que peu accessibles aux variations de la demande et de la conjoncture, encore qu'ils le soient à l'inflation dans les pays industrialisés et aux fluctuations des taux de change.

Composées principalement de produits agricoles et de matières premières (accessoirement d'articles manufacturés), les exportations des pays en développement sont, par contre, elles, soumises aux aléas d'une demande le plus souvent inélastique se manifestant sur des marchés très concurrentiels et exposés aux vicissitudes d'une économie mondiale en constante fluctuation.

Dans ces conditions, que la tendance aux déficits de balance des paiements soit pratiquement irrésistible ne saurait étonner puisqu'elle y est inhérente à l'état de sous-développement et à la structure de la production et des échanges extérieurs, avec les pays industrialisés notamment. Valable en particulier pour les pays pauvres et pour les pays à revenu moyen, cette conclusion est aussi applicable, même si c'est à un moindre degré et pour des raisons autres encore, aux nouveaux pays industrialisés. Bien évidemment, le problème posé par la présente crise de l'endettement extérieur des pays en développement n'en devient que plus inextricable, la solution définitive que plus difficile et plus incertaine. Ceci est d'autant plus vrai que les pays industrialisés et leurs organisations internationales tendent malgré tout à reporter sur leurs partenaires une large part de la responsabilité des ajustements indispensables à la solution du problème de leur endettement extérieur. Ils insistent en effet sur le fait qu'il appartient d'abord aux pays débiteurs de prendre les mesures d'assainissement requises, ceci bien qu'ils sachent que les difficultés de ces pays sont nées, dans une large mesure, de causes indépendantes de leur volonté, telles que la détérioration des termes de l'échange, les politiques économiques restrictives et le recours au protectionnisme des pays industrialisés, la hausse des taux d'intérêt réels et leur maintien à des niveaux exorbitants, la contraction des flux financiers spontanés des banques privées, etc. Tout en admettant ces faits, ils tendent, pour leur part, à subordonner leur action à des impératifs plus égoïstement nationaux, reportant à des jours meilleurs leur contribution effective au rétablissement de la capacité financière et au développement du tiers monde. Qu'un effort d'assainissement puisse, doive même, être exigé des débiteurs, personne ne le conteste. Du reste, les faits les y contraignent. Mais il semble bien que l'effort propre des créanciers, si l'on en juge par leurs actes, ne soit guère à la mesure de leur responsabilité causale dans les difficultés dont il s'agit.

Quoi qu'il en soit, d'élément positif, équilibrant, l'endettement extérieur est devenu, par suite de l'usage excessif et imprévoyant qui vient d'en être fait et que confirment les nouveaux prêts accordés sous la contrainte des risques de défaut de paiement, une source de faiblesse pour le système financier international et de graves et durables perturbations pour l'économie

mondiale et pour le tiers monde. Les pays endettés doivent, dorénavant et pour longtemps, s'astreindre à une discipline rigoureuse, le plus souvent restrictive, pour réunir les ressources en devises nécessaires au service et au remboursement de leurs emprunts étrangers. Cet effort ne peut pas ne pas se répercuter sur leur développement ni sur le rythme de l'amélioration — tant espérée — du niveau d'existence extrêmement bas de leurs populations.

Par ailleurs, les montants impliqués sont énormes: dans la situation où se trouve présentement l'économie mondiale, l'objectif d'une résorption de l'endettement international pourra-t-il être atteint, et dans un délai raisonnable? Les recettes en devises du tiers monde sont aujourd'hui considérablement amenuisées par le marasme qui règne sur les marchés des pays industrialisés et par les protections dont ils s'entourent. Pendant combien de temps le demeureront-elles? Les pronostics divergent, mais la possibilité d'une prolongation de la crise de l'économie mondiale — nous l'avons vu — ne saurait être exclue. Aussi doit-on se demander si les excès des dernières années en matière de prêts internationaux n'ont pas créé un problème de transfert — tout compte fait — aussi gigantesque que celui né des réparations exigées de l'Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale? Ce problème — on s'en souvient — a pesé lourd dans l'évolution économique des années 1920. On en connaît l'aboutissement. Le contexte est aujourd'hui très différent, mais les conséquences pourraient n'être pas moins graves, surtout s'il devait se confirmer que, par suite de l'évolution de nos sociétés, la résorption de l'inflation est devenue plus difficile, humainement et économiquement plus coûteuse en période de récession, son débordement plus irrésistible en phase d'expansion.